

MES PROJETS, MON CONTRAT POUR MAYOTTE :

**UNE ÎLE STABLE,
VIVABLE, SÉCURISÉE**

Ahumad
Salime

Nassurdine **Imrane**
Suppléant



« Aucun peuple et aucun citoyen ne peut réussir politiquement sans solidarité, sans stratégie, sans sacrifice, sans savoir-faire et sans secret. »

Abdourrahman Aboudou (Papa Aboudou), 1886-1967 à Pamandzi, : patriote mahorais, diplomate, industriel, poète, bâtisseur de Mayotte, initiateur de la Départementalisation de Mayotte et Chevalier de la Légion d'honneur en 1930 et en 1956, ancien Administrateur dans l'administration franco-mahoraise et franco-malgache.

Nous connaissons tous, ici, les problèmes insupportables de Mayotte : hyper-pauvreté, crise des services publics, chômage, bouchons, pollution, crise du logement ; immigration ingérable, violences inouïes. Enfin, le comportement d'une petite clique de familles régnant sur l'importation et la grande distribution, rendant la vie beaucoup trop chère.

Nous connaissons ces problèmes car nous les vivons. Mais en métropole, les connaissent-ils ? Très peu. Et s'ils ont entendu parler des chiffres de la pauvreté et de l'insécurité à Mayotte, ils ne connaissent pas ceux qui les vivent !

C'est pourquoi je m'engage, après de nombreuses années de militantisme sur l'île, en tant que mahorais et en hommage à notre aïeul Papa Aboudou, à défendre nos droits à l'Assemblée nationale. Ainsi, je me porte candidat dans la 2^{ème} circonscription de Mayotte avec le parti Solidarité et progrès, qui se mobilise depuis plus de 30 ans contre la dictature de l'argent. Je m'engage à lutter contre l'abandon et le mépris de la part des élus parisiens et contre la violence sociale de M. Macron, dont les Outre-mer sont les premières victimes. Je m'engage à mettre en application nos doléances.

Pour une autosuffisance alimentaire

Scandale n°1 : nous importons nos denrées alimentaires à 80 %. Il faut donc lancer un grand plan de développement agricole pour aller vers l'autosuffisance. Pour cela j'appellerai à :

- Mettre en valeur les quatre zones agricoles de l'île (nord, sud, centre et Petite Terre) et la création de villages agricoles, en profitant de la richesse de nos sols, particulièrement favorables aux cultures vivrières ;

- Faire renaître les productions traditionnelles (coprah, noix de coco, ylang-ylang, tabac, vanille, café, oignons, poivre, girofle, etc.) qui ont presque disparu ;

- Lutter contre la déforestation et la spéculation immobilière, qui neutralisent les terres de la plaine potentiellement exploitables. Contre la spéculation, il faut imposer des appels d'offre publics dans le BTP et des constructions en hauteur (quelques étages) ;

- Contrôler les réseaux parallèles et la vente à la sauvette de produits importés, car ils font concurrence aux marchands établis, qui souvent doivent vendre à perte ;

- Former une nouvelle génération d'agriculteurs, leur reconnaître un statut, les aider financièrement et les équiper. L'île ne compte qu'un lycée agricole (sous-équipé) et un seul lycée technique !

- Permettre un vrai accompagnement bancaire : dans le système actuel, les stratégies sont centralisées à La Réunion et les fonds européens ne sont pas réellement utilisés ou alors détournés.

L'Etat doit permettre de faire sauter le verrou des familles régnant sur les importations et la grande distribution, stimu-

Ne pas jeter sur la voie publique

Rejoignez-nous

solidariteetprogres.fr/legislatives2022



SP
Solidarité
& progrès



République Souveraine

ler l'investissement et réorganiser la distribution de produits alimentaires. La séparation entre banques de dépôt et banques d'affaires et le retour à une souveraineté monétaire par le crédit productif public, favorisera ce recentrage bancaire vers la production : c'est l'un des engagements forts de Solidarité et progrès à l'échelle nationale.

Pour une île propre

L'environnement à Mayotte me tient à cœur. Il faut :

- Aider les agriculteurs à minimiser le recours aux engrais ;
- Lancer une politique volontariste de recyclage des déchets et d'équipement pour l'assainissement et le retraitement (tout en luttant contre le détournement des fonds qui leur sont alloués) ;
- Valoriser le lagon tout en accompagnant les initiatives en matière de pêche et d'aquaculture.

Développer les infrastructures

Mayotte a besoin d'un vrai schéma de développement et de maintenance des transports publics, des routes, des infrastructures vitales et des réseaux numériques. Il faut moderniser les ports et les aéroports et des transports maritimes rapides vers Petite-Terre.

Ecole et travail : retrouver la dignité

Scandale n°2 : L'Etat ne prend pas ses responsabilités au niveau social, ni pour les Outre-mer, ni, désormais, pour la métropole ! J'appellerai au « quoiqu'il en coûte » pour Mayotte, afin de :

- Recruter des enseignants et augmenter significativement leur rémunération ; les astreindre à des heures d'études et de rattrapage ;
- Planifier la réhabilitation des écoles : les élèves ne doivent plus être privés de climatisation, de cantines, d'infirmiers, et même de toilettes ou carrément de salles de classe !
- Nommer un responsable mahorais de l'Education.

Quant au droit du travail, si Mayotte est un département français, il faut y transposer le Code du travail théoriquement applicable partout sur notre territoire et y appliquer les prestations de santé, de vieillesse et les minima sociaux. Cela n'empêche pas de traquer les abus : un certain nombre de natifs disposant de revenus trop élevés pour accéder aux minimas sociaux se sentent lésés par rapport aux étrangers ; dans un département subissant autant de carences, c'est un problème.

Le Conseil départemental de l'île a mis en place des organismes intéressants pour aider les jeunes Mahorais à poursuivre leurs études en France ou en Europe. Mais il faut s'assurer que les bourses et les aides arrivent en temps voulu, qu'elles soient utiles et qu'un tuteur soit affecté à chacun ! Je me battraï pour une aide au retour et à la réinstallation des étudiants à Mayotte, nécessaire pour l'avenir de l'île.

Ne plus avoir peur de tomber malade

Scandale n°3, l'indigence sanitaire : l'île compte à peine une centaine de médecins titulaires, presque pas de référent, très peu de spécialistes, des chambres d'hôpital minuscules et surpeuplées, un centre pour prématurés et

des services psychiatriques en souffrance. Un médecin peut avoir à gérer jusqu'à 100 patients par jour ! Il faut arrêter de nous faire croire qu'on peut s'en sortir avec des médecins « sac à dos ».

Je m'engage à me battre à l'Assemblée pour que soient rapidement formés sur place au moins 60 infirmiers par an, ainsi que 60 locaux mahorais en France, en dehors du numerus clausus français et avec une sélection et un accompagnement sérieux. Leur retour sur place devra aussi bénéficier d'aides à la réinstallation, comme pour les enseignants. Une somme plus importante, de l'ordre de 10 millions d'euros par an, devra par ailleurs être affectée aux soins hospitaliers pour les non assurés sociaux.

Trop cher ? Jamais, quand ça touche à la vie humaine ! Et un investissement humain tout de suite, ce sont des économies demain.

Sortir de la tragédie migratoire

Mayotte compte autant de natifs que d'immigrés (dont beaucoup d'irréguliers). Résultat : des milliers d'adolescents livrés à eux-mêmes, la drogue, les vols, l'accaparement des terres, les agressions, les crimes, la peur. Enfin, la présence massive d'élèves parlant le shimaoré, rendant les cours très compliqués. La situation est ingérable ; Paris, occupée à ses arrangements, nous laisse dans le désœuvrement total.

Je me battraï pour rétablir un contrôle réel de l'immigration à Mayotte, comme entre 1975 et 1986, notamment via la vérification des fausses résidences. Si les bateaux des passeurs venus d'Anjouan ne peuvent pas être attaqués lorsqu'ils ont des immigrés à bord, ils doivent cependant être neutralisés lorsqu'ils repartent vers Anjouan. Je suis également favorable, dans ces conditions exceptionnelles d'urgence, à une suspension du droit du sol sur l'île. La France doit faire pression diplomatiquement sur les Comores pour qu'elles contrôlent leur émigration, tout en établissant un cahier des charges sur l'aide qui leur est fournie.

A long terme, le développement rapide des infrastructures et des productions alimentaires devra redonner de l'oxygène aux habitants. Je me mobiliserai par ailleurs pour une coopération de la France avec les pays émergents (BRICS, Nouvelles Routes de la soie, etc.). En effet, l'industrialisation de l'Afrique permettra de créer une dynamique d'échanges autour de Mayotte et de limiter la dépendance aux importations venues de loin.

La République a pour mission de protéger ceux qui vivent sur son sol ; pas de permettre les compromis avec les cliques de trafiquants, légaux ou pas. Elle ne doit pas laisser être détournée la taxe parafiscale sur les boissons destinée à promouvoir l'emploi ni permettre qu'une entreprise de travaux publics, s'étant arrogé de fait le monopole des routes littorales, bloque une politique de protection de l'environnement, de traitement des déchets ou de désengorgement du trafic routier.

La France doit s'améliorer elle-même pour améliorer Mayotte et ses Outre-mer. Je me battraï pour cela si vous m'élisez.

« Ne te demande pas ce que ton pays peut faire pour toi, demande-toi plutôt ce que tu peux faire pour ton pays. »

Johan Fitzgerald Kennedy, ancien président des Etats-Unis